

L'implication des citoyens dans le tourisme solidaire : un levier essentiel pour un développement territorial durable et inclusif-une revue de littérature

The Involvement of Citizens in Solidarity Tourism: An Essential Lever for Sustainable and Inclusive Territorial Development- A Literature Review

Abdelkahar ZAHID, (*Enseignant-Chercheur en Sciences Economiques*)
Laboratoire de Recherche en Énergie, Finance, Économie Internationale, Comportementale, de l'Environnement et Entrepreneuriat : LA REFERENCE
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales
Université CADDI AYYAD Marrakech, Maroc

Selma RAMI, (*Doctorante en Sciences Economiques*)
Laboratoire de Recherche en Énergie, Finance, Économie Internationale, Comportementale, de l'Environnement et Entrepreneuriat : LA REFERENCE
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales
Université CADDI AYYAD Marrakech, Maroc

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Adresse : BP 2380, Daoudiate Université Cadi Ayyad Maroc (Marrakech) 40000 +212 (0) 5 24 30 30 32
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	ZAHID, A., & RAMI, S. (2025). L'implication des citoyens dans le tourisme solidaire : un levier essentiel pour un développement territorial durable et inclusif-une revue de littérature. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(12), 358–371. https://doi.org/10.5281/zenodo.17693233
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

L'implication des citoyens dans le tourisme solidaire : un levier essentiel pour un développement territorial durable et inclusif-une revue de littérature

Résumé :

Cet article propose une revue de littérature croisée sur les liens entre tourisme solidaire, participation citoyenne et développement territorial durable. Face aux limites du tourisme de masse, le tourisme solidaire émerge comme une alternative éthique plaçant les citoyens au cœur des dynamiques territoriales. Après avoir clarifié les fondements théoriques du tourisme solidaire et de la participation (démocratie participative, gouvernance territoriale, théorie des capacités), l'article explore les formes concrètes d'implication citoyenne dans des projets touristiques, leurs impacts sur le développement local, ainsi que les freins rencontrés. Il met en lumière les conditions nécessaires pour que cette participation soit authentique, inclusive et porteuse de transformation sociale.

Mots clés : Tourisme solidaire, participation citoyenne, développement territorial durable, gouvernance participative, acteurs.

JEL Classification: R11; Z32

Type du papier: Recherche Théorique

Abstract:

This article presents a cross-disciplinary literature review on the interrelations between solidarity tourism, citizen participation, and sustainable territorial development. In response to the shortcomings of mass tourism, solidarity tourism is emerging as an ethical alternative that places citizens at the core of local development dynamics. After outlining the theoretical foundations (participatory democracy, territorial governance, capability approach), the paper examines concrete forms of citizen involvement in tourism projects, their impacts on local development, and the challenges faced. It highlights the necessary conditions for participation to be genuine, inclusive, and a driver of social transformation.

Keywords: Solidarity tourism, Citizen participation, Sustainable territorial development, Participatory governance, Stakeholder

Classification JEL: R11; Z32

Paper type: Theoretical Research

1. Introduction

À l'heure où les crises environnementales, sociales et économiques se multiplient à l'échelle mondiale, le tourisme se trouve confronté à une remise en question profonde de ses modèles dominants. Le tourisme de masse, bien qu'il ait contribué au développement économique de nombreux territoires, est aujourd'hui largement critiqué pour ses effets négatifs : surfréquentation des sites, dégradation des écosystèmes, exclusion des populations locales des bénéfices économiques et perte d'authenticité culturelle. Face à ces dérives, de nombreuses voix plaident pour une transformation des pratiques touristiques en faveur de formes plus respectueuses de l'environnement, des cultures locales et des équilibres sociaux. C'est dans cette dynamique que s'inscrit le tourisme solidaire, présenté comme une alternative éthique, inclusive et durable.

Le tourisme solidaire repose sur des principes d'échange équitable, de respect des cultures d'accueil, de valorisation des patrimoines locaux et de solidarité entre visiteurs et communautés. Il s'inscrit dans une logique de développement territorial durable, où les habitants ne sont plus de simples bénéficiaires passifs, mais des acteurs à part entière de la construction du projet touristique. Leur participation à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation des initiatives constitue une condition essentielle pour assurer la durabilité et l'appropriation locale des projets.

Ce rôle actif des citoyens dans les dynamiques touristiques locales fait écho aux travaux sur la gouvernance participative, qui rappellent ainsi l'importance d'élargir les formes de décision au-delà des instances étatiques et économiques, pour intégrer des acteurs locaux porteurs de savoirs et d'intérêts territoriaux (Fung & Wright, 2003). Parallèlement, la réflexion sur la délibération publique met en lumière la valeur démocratique d'espaces où les citoyens peuvent discuter et forger collectivement des choix pertinents pour leur territoire (Habermas, 1992). Enfin, la perspective de la justice spatiale, qui insistent sur la nécessité d'une répartition équitable des ressources et des opportunités dans l'espace, ainsi que sur une représentation équitable des voix dans l'aménagement et la gestion des territoires (Lévy & Lussault, 2003). Dans cette perspective, la participation citoyenne apparaît comme un levier essentiel de cohésion sociale, de valorisation du patrimoine et de renforcement de la légitimité des projets touristiques.

Cependant, la concrétisation d'une participation citoyenne authentique dans les projets de tourisme solidaire demeure souvent entravée par divers obstacles. Selon Alvès (2018), les dispositifs participatifs souffrent fréquemment d'une instrumentalisation politique, d'inégalités d'accès à l'information et d'un caractère symbolique qui limite la portée réelle du pouvoir des citoyens. Ce décalage entre les principes affichés et les pratiques effectives soulève une interrogation majeure : **Comment se traduit la participation citoyenne dans les projets de tourisme solidaire en tant qu'outil de développement territorial durable?**

Pour répondre à cette problématique, notre article propose une revue de littérature **analytique, croisée** sur les notions de tourisme solidaire et de participation citoyenne, dans une perspective de développement territorial durable. L'objectif est de montrer en quoi et comment l'implication des citoyens peut devenir un instrument efficace pour repenser le tourisme, non seulement comme un secteur économique, mais aussi comme un vecteur de cohésion sociale, de valorisation du patrimoine et de durabilité territoriale. L'analyse mettra en lumière les fondements conceptuels du tourisme solidaire, les formes et degrés de participation citoyenne observés dans les pratiques, ainsi que les tensions et limites qui en découlent, afin de mieux comprendre les conditions d'une participation réellement inclusive et porteuse de développement durable.

Conformément à cet objectif, la revue se focalise sur trois registres analytiques complémentaires. Le premier registre porte sur les fondements conceptuels du tourisme solidaire et sur sa mise en

relation avec les principes de gouvernance et de justice territoriale ; il mobilise les cadres théoriques qui permettent de situer la participation citoyenne dans une perspective plus large de gouvernance. Le second registre examine les modalités de la participation telles qu'elles sont décrites dans la littérature : formes, degrés d'implication des acteurs locaux et conditions organisationnelles. Le troisième registre procède à une réflexivité critique des limites et des obstacles identifiés par les travaux existants, en insistant sur les facteurs susceptibles d'entraver la transformation effective des rapports de pouvoir au niveau local.

2. Cadre conceptuel du tourisme solidaire : revue de littérature sur ses principes et son ancrage territorial

L'analyse du tourisme solidaire nécessite d'abord de retracer les transformations historiques du tourisme afin d'en comprendre les fondements et les ruptures. Loin d'être une simple évolution linéaire, l'histoire du tourisme révèle des changements structurels dans les logiques de production, de consommation et de gouvernance du voyage. C'est dans cette perspective que le tourisme solidaire s'inscrit comme une forme émergente cherchant à concilier éthique, durabilité et participation citoyenne.

Pour en saisir la complexité, cette section adopte une lecture systémique, qui permet d'appréhender le tourisme solidaire comme un système d'interactions entre acteurs, territoires et valeurs. Cette approche met en évidence les dynamiques de solidarité et d'implication citoyenne qui traversent les différentes composantes du phénomène touristique.

Enfin, une attention particulière est portée à l'ancrage territorial et à la participation communautaire, considérés comme les leviers essentiels du développement durable et équitable des destinations solidaires. Cette revue de littérature propose ainsi une lecture critique des principales définitions, des principes fondateurs et des limites du tourisme solidaire, tout en esquissant les indicateurs implicites permettant d'en évaluer la portée réelle.

2.1. Évolution des formes de tourisme et émergence du tourisme solidaire

La forme de tourisme a changé au fil du temps. Depuis les années 1980, le tourisme mondial a connu une étape de manifestation et d'extension spatiale marquée par l'individualisation des pratiques touristiques, suivie par le tourisme fordiste caractérisé par la concentration des produits des grandes entreprises du tourisme international de plus en plus concentrées. Alors, une nouvelle ère commence à s'imposer : celle du tourisme post-fordisme, caractérisé par l'autonomie croissante des touristes, et cela avec le développement de l'internet, où la recherche des voyages personnalisés oblige le marché touristique à proposer des produits sur mesure. Parallèlement, la mondialisation a introduit un intérêt des sociétés occidentales aux grands enjeux humains, traduit par une volonté d'agir localement et concrètement en tant que consommateur afin de contribuer à un rééquilibrage des relations commerciales entre pays riches et pays pauvres (Isabelle Sacareau, 2007).

Cette évolution, souvent présentée de manière linéaire, mérite toutefois une lecture plus critique. L'émergence du tourisme post-fordiste ne signifie pas nécessairement une rupture radicale avec les logiques marchandes antérieures, mais plutôt une reconfiguration des modes de production et de consommation touristique. Plusieurs auteurs soulignent que les valeurs éthiques et solidaires peuvent être récupérées par le marché, ce qui pose la question de l'authenticité des démarches dites « solidaires » et de leur réelle capacité à transformer les rapports Nord/Sud.

C'est dans ce contexte ambivalent que le tourisme solidaire s'est développé comme une réponse à la marchandisation du voyage et à la quête de sens des touristes contemporains. L'UNAT le définit comme suit :

« Le tourisme solidaire regroupe les formes de “tourisme alternatif” qui mettent au centre du voyage l’homme et la rencontre et qui s’inscrivent dans une logique de développement des territoires. L’implication de la population locale dans les différentes phases du projet touristique, le respect de la personne, des cultures et de la nature et une répartition plus équitable des ressources générées sont les fondements de ce type de tourisme » (UNAT, 2006 cité par Gilles Caire, 2007). Cette définition, bien qu’inspirante, reste normative et parfois idéalisée. Elle met en avant les intentions plus que les mécanismes concrets de mise en œuvre. En pratique, le degré d’implication locale et la redistribution effective des bénéfices varient fortement selon les contextes, ce qui invite à réfléchir aux indicateurs implicites de solidarité : niveau de participation communautaire, proportion de revenus redistribués localement ou encore durabilité sociale et environnementale des projets.

2.2. Approche systémique du tourisme solidaire et interactions entre acteurs

Pour mieux comprendre les fondements du tourisme solidaire, il est pertinent de l’appréhender à travers une approche systémique inspirée des travaux de Leiper (1979). L’approche systémique du tourisme cherche à appréhender le phénomène touristique dans sa globalité, en dépassant l’analyse fragmentée de ses composantes. Elle repose sur l’idée que le tourisme constitue un système complexe, structuré et en constante interaction avec d’autres sphères de la société.

D’après Kaspar (1980), le système touristique s’articule autour de deux sous-systèmes fondamentaux :

Le sujet touristique, incarné par le touriste lui-même ;

L’objet touristique, qui englobe la destination, les infrastructures, les services et les acteurs impliqués.

Ce système n’évolue pas de manière autonome : il interagit étroitement avec cinq systèmes environnants de niveau supérieur — économique, social, politique, technologique et écologique — qui influencent fortement son fonctionnement et ses mutations (Bahili & Attouch, 2022).

Dans le cas du tourisme solidaire, cette approche systémique revêt une importance particulière. Elle permet non seulement de cartographier les interactions entre les différents acteurs (citoyens, institutions, organisations locales), mais surtout d’en comprendre les dynamiques de solidarité et de participation. En effet, la solidarité ne se réduit pas à une valeur morale : elle devient un mécanisme relationnel au sein du système touristique, traduisant des flux d’échanges équitables, de reconnaissance mutuelle et de redistribution locale des bénéfices.

Cependant, cette approche comporte des limites. En insistant sur l’équilibre du système, elle tend parfois à sous-estimer les rapports de pouvoir et les asymétries économiques entre acteurs. C’est pourquoi plusieurs auteurs (Mérenne-Schoumaker, 2002 ; Violier, 2003) ont proposé des modèles analytiques qui réintroduisent la notion de pouvoir et de gouvernance participative.

Mérenne-Schoumaker (2002) distingue cinq grandes catégories d’acteurs : l’État, les firmes touristiques, les collectivités territoriales, la population locale et les groupes d’intérêts. Le rôle de chaque acteur dépend du degré de pouvoir, de l’accès à l’information, des ressources disponibles et des stratégies poursuivies.

Dans une perspective complémentaire, Violier (2003) a représenté ces relations à travers un graphe à deux axes, distinguant :

Les acteurs orientés vers la demande (État, touristes, investisseurs), placés dans la sphère externe ;

Les acteurs orientés vers l’offre (résidents, artisans, collectivités locales), placés dans la sphère interne.

Ce modèle met en lumière les déséquilibres de pouvoir tout en soulignant les possibilités de rééquilibrage lorsque la gouvernance locale adopte une approche participative. Le tourisme solidaire s'inscrit précisément dans cette logique : il vise à redonner un rôle actif aux communautés d'accueil et à renforcer la citoyenneté territoriale, c'est-à-dire la capacité des habitants à co-construire les trajectoires de développement de leur territoire.

2.3. Ancrage territorial et participation communautaire dans le tourisme solidaire

Plusieurs auteurs ont approfondi la dimension territoriale et participative du tourisme solidaire, en insistant sur le rôle central des communautés locales dans la définition, la gestion et la valorisation des projets touristiques. C'est notamment ce que mettent en lumière les travaux de Caire, Collombon et Dollfus.

Selon Caire (2007), le tourisme solidaire s'appuie sur la logique de protection, de valorisation et de développement de tous les potentiels locaux en impliquant, en amont du voyage, une sensibilisation du visiteur au respect des cultures des populations d'accueil et de l'environnement, en engageant une pluralité d'acteurs. Il constitue un outil de lutte contre la pauvreté liée à l'accessibilité. C'est « un mouvement social qui cherche à maîtriser et à valoriser l'économie touristique au profit des communautés d'accueil. Il s'inscrit dans une démarche de développement territorial » (COLLOMBON, J-M, 2004).

La CNUCD propose d'ailleurs la définition suivante : « Dans le tourisme solidaire, le territoire définit son offre en collaboration avec les acteurs locaux et utilise les bénéfices pour son propre développement » (CNUCD, 2004). Cependant, la population locale doit être au courant de tout ce qui se passe, de la sélection du projet à l'évaluation des résultats. La population locale n'est pas spectatrice passive du défilé des touristes, mais initiatrice et co-organisatrice de la rencontre (DOLLFUS, L., 2010).

Toutefois, cet idéal participatif n'est pas exempt de limites. Dans certains contextes, la participation communautaire demeure symbolique ou instrumentalisée pour légitimer des projets déjà définis en amont. De plus, la notion même de « communauté locale » peut être floue, masquant des inégalités internes de genre, de classe ou de pouvoir. Ces constats invitent à repenser les critères d'évaluation du tourisme solidaire au-delà des intentions : degré de contrôle local, équité dans la distribution des revenus, durabilité sociale et capacité du territoire à maintenir ses ressources sur le long terme. Ainsi, le tourisme solidaire, par sa nature participative et territoriale, met en lumière le rôle essentiel des acteurs locaux dans la construction de modèles de développement plus équitables et durables. Cette forme de tourisme ne se limite pas à une simple alternative économique : elle constitue également un espace d'expression de la citoyenneté active, où les populations locales deviennent co-productrices des trajectoires de développement de leur territoire.

Dans cette perspective, il apparaît pertinent d'approfondir la réflexion sur l'implication citoyenne en tant que dimension constitutive du développement territorial.

3. L'implication citoyenne dans le développement territorial : approche théorique

L'implication des citoyens dans les projets de développement territorial s'appuie sur une évolution significative des modèles de gouvernance. Du modèle étatique centralisé, on est passé à des logiques plus ouvertes, fondées sur la collaboration, la délibération et la reconnaissance des savoirs citoyens. Cette transition s'ancre dans des corpus théoriques issus de la démocratie participative, de la gouvernance territoriale et de la théorie des capacités. Ces approches mettent en évidence

que le développement durable et inclusif ne peut se concevoir sans une participation effective, équitable et durable des citoyens dans la conception et la mise en œuvre des politiques territoriales.

3.1 La démocratie participative et la typologie d'Arnstein

La théorie de la démocratie participative, popularisée par Carole Pateman (1970), repose sur l'idée que la participation directe des citoyens dans la prise de décision renforce non seulement la qualité des politiques publiques, mais aussi l'éducation civique, l'autonomie et la cohésion sociale. Cette conception s'oppose à un modèle de démocratie uniquement représentatif, souvent perçu comme déconnecté des besoins territoriaux.

Dans ce cadre, l'échelle de participation d'Arnstein (1969), intitulée A Ladder of Citizen Participation, constitue un instrument analytique fondamental. Elle distingue huit niveaux de participation regroupés en trois grandes catégories :

Non-participation (manipulation, thérapie) ;

Participation symbolique (information, consultation, conciliation) ;

Participation citoyenne réelle (partenariat, délégation de pouvoir, contrôle citoyen).

Cette typologie permet d'évaluer le degré réel d'implication des citoyens dans les dispositifs participatifs. Dans le contexte du tourisme solidaire, elle est particulièrement pertinente pour identifier si les démarches participatives reposent sur une logique d'inclusion véritable ou si elles se limitent à une consultation superficielle.

Cependant, la mise en œuvre d'une participation authentique demeure inégalement accessible. Les inégalités sociales, territoriales et culturelles influencent la capacité des citoyens à s'exprimer et à participer effectivement. Les populations marginalisées, les femmes ou les jeunes des zones rurales rencontrent souvent des barrières d'accès à l'information, à la formation et aux réseaux décisionnels, limitant leur pouvoir d'action (Bacqué & Sintomer, 2011 ; Cornwall, 2008). Ainsi, la participation citoyenne ne peut être analysée indépendamment des conditions structurelles d'inclusion et d'empowerment, qui conditionnent l'efficacité et la justice de la démocratie participative.

3.2 La gouvernance territoriale : décentralisation, coordination, inclusion

La gouvernance territoriale traduit la transformation profonde des modes de pilotage du développement local. Elle repose sur la coordination entre acteurs publics, privés, associatifs et citoyens, dans une logique de co-construction et de coresponsabilité. Selon Lajarge (2009) et Pecqueur (2000), cette approche reconnaît les ressources territoriales – savoir-faire, capital social, identité collective – comme leviers de développement endogène.

Les travaux de Jessop (1998) sur la gouvernance réflexive et de Healey (1997) sur la planification collaborative montrent que le territoire devient un espace de négociation, d'apprentissage et d'innovation collective. Cependant, cette gouvernance participative se heurte à des inégalités d'accès à la parole et au pouvoir de décision. Dans de nombreux contextes, la décentralisation institutionnelle ne garantit pas automatiquement une décentralisation démocratique : les décisions continuent souvent d'être influencées par des élites locales ou des logiques technocratiques (Fung & Wright, 2003).

L'enjeu est donc d'assurer une inclusion réelle des citoyens dans les instances de concertation et d'évaluer la qualité de cette participation à travers des indicateurs de gouvernance : diversité des participants, transparence des processus, capacité d'influence sur les résultats, etc.

De plus, une gouvernance territoriale efficace doit intégrer la durabilité comme principe transversal : la participation citoyenne doit non seulement favoriser la légitimité des politiques locales, mais

aussi contribuer à la pérennité des projets, notamment dans les domaines du tourisme solidaire où la gestion collective des ressources naturelles et culturelles exige une vision à long terme (Pretty, 1995).

3.3 La théorie des capacités : agir en tant qu'agent du changement

La théorie des capacités, développée par Amartya Sen (1999), apporte une perspective renouvelée du développement. Elle met l'accent sur l'élargissement des libertés réelles des individus à mener la vie qu'ils valorisent. Cette approche dépasse la simple logique de satisfaction des besoins matériels pour s'intéresser à la capacité d'agir (agency) et à la liberté de choix des individus.

Appliquée au développement territorial et au tourisme solidaire, cette théorie permet d'évaluer dans quelle mesure les citoyens disposent effectivement des moyens matériels, institutionnels et cognitifs pour participer aux décisions qui les concernent. Elle invite à penser la participation non pas seulement comme un droit, mais comme une capacité sociale, dépendante de facteurs tels que l'éducation, la reconnaissance sociale et la confiance dans les institutions.

L'articulation entre la théorie des capacités et la notion d'empowerment (Chambers, 1997 ; Nussbaum, 2011) permet d'insister sur la transformation progressive du citoyen en acteur du changement durable. Dans cette optique, la participation devient un indicateur de développement humain durable, mesurable à travers l'autonomie, l'influence, et la capacité de co-construire des projets collectifs.

La durabilité de cette implication citoyenne peut être appréhendée par des indicateurs qualitatifs et quantitatifs, tels que la continuité de la participation dans le temps, le renforcement du capital social local ou encore la capacité du territoire à générer des impacts socio-économiques durables (création d'emplois, inclusion des femmes, résilience territoriale, etc.).

4. La participation citoyenne dans les projets de tourisme solidaire : entre principes et pratiques

La participation citoyenne constitue un principe fondateur du tourisme solidaire, mais sa mise en œuvre effective dépend fortement du contexte local, des capacités organisationnelles des communautés et du degré de volonté des opérateurs touristiques. Cette section vise à illustrer les formes que prend cette participation, ses effets sur le développement local et les facteurs qui influencent sa réussite.

4.1 De la co-conception à la gouvernance partagée

Les projets de tourisme solidaire peuvent impliquer les communautés à toutes les étapes — de la co-conception à la gestion et à l'évaluation. Comme le montrent Emerson & Nabatchi (2015), une gouvernance collaborative fondée sur la construction collective des projets renforce la durabilité territoriale. Zapata et al. (2011), dans leur étude au Nicaragua, constatent que cette implication en amont permet une redistribution plus équitable des bénéfices économiques, sociaux et culturels, tout en évitant la standardisation des offres.

Cependant, la mise en œuvre de cette gouvernance partagée demeure confrontée à plusieurs freins hiérarchisables. D'abord, les freins structurels se traduisent par des asymétries de pouvoir entre les acteurs locaux et les organismes d'appui (ONG, agences de coopération, opérateurs extérieurs), limitant la prise de décision communautaire réelle. Ensuite, les freins institutionnels découlent de la centralisation des politiques publiques et du manque d'autonomie des collectivités locales, qui restreignent l'espace de concertation. Enfin, les freins socio-culturels tiennent aux rapports hiérarchiques internes aux communautés — notamment en matière de genre, d'âge ou de statut

social — qui conditionnent l'accès à la parole et à la décision. Cette hiérarchisation des obstacles montre que la co-conception ne peut se traduire en gouvernance partagée que si des mécanismes d'équilibrage du pouvoir et de renforcement des capacités locales sont mis en place de manière continue.

4.2 Des formes variées d'implication selon les contextes

La participation ne prend pas toujours une forme institutionnalisée. En milieu rural, plusieurs initiatives s'appuient sur des stratégies d'engagement communautaire informelles, où les habitants organisent eux-mêmes, de manière autonome, des activités touristiques à petite échelle et fortement enracinées dans la culture locale. Cette logique correspond à ce que Cornwall (2008) appelle une participation organique, basée sur le respect des dynamiques propres aux communautés plutôt que sur l'imposition de modèles externes.

Cependant, cette diversité de pratiques révèle également une participation différenciée, parfois de façade. Dans plusieurs cas, les processus participatifs se limitent à la consultation ou à la sensibilisation, sans réel pouvoir décisionnel pour les citoyens. Ce phénomène renvoie à ce qu'Arnstein (1969) qualifie de « degrés symboliques de participation », où les communautés sont invitées à valider des décisions déjà arrêtées. De telles situations entraînent un épuisement des dynamiques locales, car les acteurs communautaires perçoivent peu d'effets concrets de leur implication. Elles alimentent aussi des inégalités d'accès à la participation : selon le genre, la classe sociale ou l'appartenance ethnique, certains résidents restent marginalisés des processus décisionnels (Scheyvens, 1999). Ces limites mettent en évidence la nécessité de distinguer entre implication réelle et participation instrumentalisée, et d'inscrire les dispositifs dans une logique d'autonomisation plutôt que de simple mobilisation.

4.3 Impacts sur le développement territorial

Lorsque la participation citoyenne est réelle, structurée et intégrée dans la gouvernance locale, les projets de tourisme solidaire peuvent générer des effets durables sur les territoires. Ces impacts se traduisent à plusieurs niveaux.

D'abord, le renforcement des capacités locales constitue un pilier essentiel. Dans la vallée d'Aït Bouguemez, l'écologie Touda, en partenariat avec l'association l'Arbre du Voyageur, a mis en place des formations destinées aux jeunes et aux femmes locales, axées sur la gestion d'activités touristiques, l'accueil et l'interprétation culturelle. Cette montée en compétences favorise une prise en charge collective des projets touristiques et engendre des retombées positives sur les dynamiques communautaires (Touda Ecologie, s.d.).

Ensuite, la valorisation du patrimoine culturel et naturel renforce l'identité territoriale. Dans la vallée de l'Ourika, le village de Tafza abrite le premier écomusée berbère du Maroc, créé en 2009. Installé dans un ancien ksar restauré avec des matériaux traditionnels, cet écomusée met en valeur le patrimoine immatériel local à travers des expositions de poteries, de bijoux, de textiles et de photographies anciennes, tout en proposant des ateliers collaboratifs impliquant la population locale (Claire, 2018).

Le tourisme solidaire agit également comme un levier de diversification des revenus. Dans la province d'Azilal, il contribue à générer des activités économiques alternatives, notamment pour les populations marginalisées, jouant ainsi un rôle de levier pour le développement économique local (Bahili & Attouch, 2023). Par ailleurs, une partie des revenus issus du tourisme solidaire est fréquemment allouée à des projets d'intérêt collectif améliorant les infrastructures locales et la résilience face aux défis environnementaux (Bahili & Attouch, 2023).

Enfin, la préservation de l'environnement constitue un autre impact structurant. Dans la région de Saïdia, des actions de sensibilisation écologique menées avec la participation directe des habitants renforcent l'appropriation locale des enjeux environnementaux (Association LIA, 2023).

Toutefois, ces effets positifs ne sont durables que si la participation dépasse la simple consultation. Comme le souligne Arnstein (1969), seuls les niveaux supérieurs de participation — partenariat, délégation de pouvoir, contrôle citoyen — permettent d'éviter la récupération des projets par des acteurs extérieurs et la démobilisation communautaire. La transférabilité de ces expériences dépend donc de plusieurs conditions : une volonté politique réelle, un cadre institutionnel clair, la stabilité des partenariats et la reconnaissance des savoirs locaux comme ressources à part entière du développement territorial.

5. Freins, limites et leviers pour une participation citoyenne renforcée dans le tourisme solidaire

Si la participation citoyenne constitue un principe central du tourisme solidaire, sa mise en œuvre effective reste souvent confrontée à des obstacles structurels, institutionnels ou culturels. Comprendre ces freins est essentiel pour identifier les leviers susceptibles de rendre cette participation plus inclusive, plus éclairée et plus durable. Cette partie analyse d'abord les obstacles à l'engagement citoyen, puis examine les limites des dispositifs participatifs, avant de présenter les leviers pour renforcer une participation authentique, tout en discutant les tensions entre contraintes et opportunités.

5.1 Freins structurels, institutionnels et socio-économiques

Plusieurs obstacles empêchent la participation effective des citoyens dans les projets touristiques. Les asymétries de pouvoir constituent un frein majeur : les décisions clés sont souvent prises par des ONG, agences de développement ou opérateurs extérieurs, reléguant les communautés locales à un rôle consultatif (Goodwin & Santilli, 2009). Ces rapports inégalitaires compromettent la logique de co-construction prônée par le tourisme solidaire, limitant l'autonomie des habitants dans les choix stratégiques.

Un deuxième obstacle concerne le manque de ressources et de compétences. Dans de nombreuses zones rurales, les populations locales manquent d'accès à l'éducation, à l'information et aux moyens financiers nécessaires pour s'impliquer pleinement (Scheyvens, 1999). Cette lacune crée un décalage important entre l'intention participative et la réalité sur le terrain, réduisant la capacité des citoyens à prendre des décisions éclairées ou à initier des projets.

Les obstacles culturels et sociaux représentent également un facteur limitant. Les normes sociales, notamment les rapports de genre ou d'âge, peuvent restreindre la parole de certaines catégories, telles que les femmes ou les jeunes, dans les processus décisionnels (Tosun, 2000). Enfin, les contraintes institutionnelles, notamment la centralisation des politiques publiques et la faible autonomie des échelons locaux, constituent un frein majeur à l'exercice effectif de la participation citoyenne et à la capacité d'action des collectivités territoriales (Hickey & Mohan, 2004). Ces différents freins montrent qu'une participation réelle nécessite non seulement des intentions de collaboration, mais aussi des conditions structurelles et sociales favorables.

5.2 Limites des dispositifs participatifs : vers une participation de façade ?

Même lorsque des dispositifs participatifs existent, leur efficacité peut être limitée. Dans certains cas, la participation instrumentale est utilisée pour légitimer des projets dont les grandes lignes ont

déjà été définies sans consultation réelle des habitants (Cooke & Kothari, 2001). Cela réduit l'impact concret de l'engagement citoyen et peut engendrer un sentiment d'exclusion.

L'épuisement des dynamiques participatives constitue un autre risque. Lorsque les résultats des consultations ou des activités participatives ne sont pas visibles ou tangibles, ou lorsque les citoyens se sentent utilisés, leur engagement diminue fortement avec le temps (Pretty, 1995). Ce phénomène peut provoquer une démobilisation durable et réduire la confiance entre acteurs locaux et partenaires externes.

Enfin, la capture des bénéfices par certaines élites locales est un frein structurel à l'équité. Dans ce cas, les retombées économiques du tourisme solidaire ne profitent pas de manière équilibrée aux communautés, renforçant les inégalités plutôt que de les réduire (Simpson, 2008). La combinaison de ces limites montre que même des dispositifs participatifs bien intentionnés peuvent devenir des espaces de légitimation symbolique, plutôt que de véritables instruments de transformation sociale.

5.3 Leviers pour renforcer une participation citoyenne authentique

Face à ces défis, plusieurs leviers permettent de promouvoir une participation réellement transformatrice. Le renforcement des capacités locales (capacity building) est fondamental : former les communautés à la gestion de projet, au marketing, à l'accueil touristique et à la planification stratégique assure leur autonomie et leur permet de prendre des décisions éclairées (Chambers, 1997 ; Moscardo, 2008).

Les méthodes participatives adaptées, telles que les diagnostics participatifs, les ateliers délibératifs ou les cartographies communautaires, offrent des espaces d'expression équitables et inclusifs, favorisant la diversité des voix (Cornwall & Jewkes, 1995). Le principe de décentralisation et d'empowerment permet également aux communautés locales d'exercer un pouvoir réel dans la gouvernance des projets, tout en respectant leurs structures sociales et leurs logiques propres (Sen, 1999 ; Nussbaum, 2011).

Le suivi-évaluation participatif constitue un levier complémentaire : impliquer les citoyens dans l'évaluation des projets renforce la redevabilité, permet l'adaptation continue des interventions et limite les risques de dérives instrumentales (Estrella & Gaventa, 1998). Enfin, la reconnaissance des savoirs locaux valorise les connaissances et compétences propres aux communautés, enrichissant les projets et renforçant la légitimité des acteurs locaux (Escobar, 1995).

Ces leviers, lorsqu'ils sont combinés et correctement mis en œuvre, permettent de surmonter certains des freins identifiés dans les sections précédentes. Cependant, la tension entre contraintes et opportunités reste présente : par exemple, le renforcement des capacités locales peut être limité par les asymétries de pouvoir persistantes, et la décentralisation peut rencontrer des résistances institutionnelles. La réussite d'une participation citoyenne authentique dépend donc de la capacité à articuler ces leviers tout en gérant les obstacles structurels, sociaux et institutionnels, garantissant une implication réelle et durable des citoyens dans le tourisme solidaire.

6. Conclusion

À l'heure où les territoires cherchent des alternatives au tourisme de masse pour favoriser un développement plus équitable et durable, le tourisme solidaire apparaît comme une piste prometteuse. Il ne peut toutefois tenir ses promesses que si l'implication des citoyens dépasse le simple cadre consultatif pour devenir un véritable processus de co-construction, intégrant les aspirations et les savoirs des communautés locales.

Notre revue de littérature a montré que cette implication citoyenne s'appuie sur des cadres théoriques solides : démocratie participative (Pateman, 1970 ; Arnstein, 1969), gouvernance territoriale (Jessop, 1998 ; Lajarge, 2009) et capacités (Sen, 1999 ; Nussbaum, 2011). Ces cadres offrent des outils d'analyse permettant de penser une participation à la fois légitime, inclusive et structurée, capable de soutenir un développement territorial durable et équitable. Ils permettent également d'identifier les conditions nécessaires à la réussite des projets, en tenant compte des dynamiques locales et des spécificités contextuelles.

Pour qu'une participation citoyenne soit réellement efficace, il est essentiel de renforcer les compétences locales, d'adopter des méthodes participatives inclusives, de valoriser les savoirs endogènes et d'instaurer des mécanismes de suivi-évaluation transparents. La mise en place d'un cadre institutionnel décentralisé et favorable à la co-construction constitue également un facteur clé pour garantir que les initiatives produisent des résultats concrets et durables. Ces approches contribuent non seulement à améliorer l'efficacité des projets, mais renforcent également la confiance des communautés dans les processus participatifs et favorisent une plus grande appropriation des actions menées.

Lorsqu'elle est pensée et accompagnée de ces conditions, la participation citoyenne dans le tourisme solidaire peut constituer un moteur d'émancipation, de renforcement du lien social et de résilience territoriale. Elle permet de diversifier les activités économiques locales, de valoriser et de préserver le patrimoine culturel et naturel, et de consolider la cohésion sociale au sein des communautés. Plus largement, elle offre un modèle alternatif de développement territorial, qui met l'accent sur la justice sociale, la durabilité et la capacité des habitants à être acteurs de leur propre développement.

En somme, la participation citoyenne dans le tourisme solidaire, lorsqu'elle est planifiée et accompagnée de manière réfléchie, dépasse la simple dimension symbolique pour devenir un véritable levier de transformation sociale et territoriale. Elle illustre le potentiel du tourisme comme vecteur d'innovation sociale et de développement local durable, tout en proposant des pistes concrètes pour orienter les politiques publiques et les initiatives communautaires vers une inclusion réelle et un impact positif durable.

Références :

- (1). **Alves, D. S. (2018).** Participation et tourisme : quelle place pour la population ? Une étude exploratoire d'initiatives participatives au Brésil (Thèse de doctorat, Université Toulouse Jean Jaurès).
- (2). **Arnstein, S. R. (1969).** A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216–224.
- (3). **Association LIA. (2023).** Le tourisme solidaire en plein essor : zoom sur la station de Saïdia
- (4). **BAHILI, I., ATTOUCH, H, (2022) :** « Tourisme solidaire et développement territorial au Maroc : essai de contextualisation », Revue "Repères et Perspectives Economiques"
- (5). **BAHILI, I., ATTOUCH, H, (2023) :** « Tourisme solidaire et développement territorial : cas de la province d'Azilal », Revue" Journal of Social Sciences and Organization Management »
- (6). **Bacqué, M.-H., & Sintomer, Y. (2011).** *La démocratie participative inachevée.* La Découverte.
- (7). **Chambers, R. (1997).** *Whose Reality Counts? Putting the First Last.* Intermediate Technology Publications.

- (8). **Claire. (2018)**, l'écomusée de la région de Marrakech-Vivre Marrakech. <https://vivre-marrakech.com/culture/musees-marrakech/ecomusee-berbere-ourika-marrakech/>
- (9). **COLLOMBON, J-M., BARLET, S., et RIBIER, D., (2004)**. Dossier thématique : Tourisme solidaire et développement durable, les Editions du Gret, Paris, p. 25.
- (10). **Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, onzième session, (2004)**, Sao Paulo, p.9.
- (11). **Cooke, B., & Kothari, U. (2001)**. Participation: The new tyranny? Zed Books.
- (12). **Cornwall, A., & Jewkes, R. (1995)**. What is participatory research? Social Science & Medicine, 41(12), 1667–1676.
- (13). **Cornwall, A. (2008)**. *Unpacking "Participation": Models, Meanings and Practices. Community Development Journal*, 43(3), 269–283.
- (14). **DOLLFUS, L., (2010)**. Les enjeux et défis du tourisme responsable, Forum International du Tourisme Solidaire.
- (15). **Emerson, K., & Nabatchi, T. (2015)**. Collaborative governance regimes. Georgetown University Press.
- (16). **Escobar, A. (1995)**. Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World (STU-Student edition). Princeton University Press.
- (17). **Fung, A., & Wright, E. O. (Éds.). (2003)**. Deepening Democracy: Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance. Verso
- (18). **G. Caire., (2007)**. Tourisme solidaire, capacités et développement socialement durable.
- (19). **Goodwin, H. & Santilli, R. (2009)**. "Community-Based Tourism: a success?" ICRT Occasional Paper, 11.
- (20). **Habermas, J. (1992)**. *Entre faits et normes*. Gallimard.
- (21). **Healey, P. (1997)**. Collaborative Planning: Shaping Places in Fragmented Societies. Macmillan.
- (22). **Hickey, S., & Mohan, G. (2004)**. Participation: From tyranny to transformation? Zed Books.
 I. Sacareau., (2007). Au pays des bons sentiments : quelques réflexions critiques à propos du tourisme solidaire.
- (23). **Jessop, B. (1998)**. The rise of governance and the risks of failure. International Social Science Journal, 50(155), 29–45.
- (24). **Lajarge R., (2009)**, « Pas de territorialisation sans action (et vice-versa ?) », in Vanier (M.) (dir.), 2009, Territoire, territorialité, territorialisation ... et après ?, Presses Universitaires de Rennes, pp. 193-204
- (25). **Leiper, N. (1979)**. The framework of tourism: Towards a definition of tourism, tourist, and the tourist industry. Annals of Tourism Research, 6(4), 390–407.
- (26). **Lévy, J., & Lussault, M. (2003)**. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin.
- (27). **Moscardo, G. (2008)**. Building community capacity for tourism development. Wallingford: CABI.
- (28). **Nussbaum, M. C. (2011)**. Creating Capabilities: The Human Development Approach. Harvard University Press.
- (29). **Pateman, C. (1970)**. Participation and Democratic Theory. Cambridge University Press.
- (30). **Pecqueur, B. (2000)**. Le développement territorial. Syros.
- (31). **Pretty, J.N. (1995)** Participatory Learning for Sustainable Agriculture. World Development, 23, 1247-1263

- (32). **Scheyvens, R. (1999).** Ecotourism and the empowerment of local communities. *Tourism Management*, 20(2), 245–249.
- (33). **Sen, A. (1999).** *Development as Freedom*. Oxford University Press.
- (34). **Simpson, M.C. (2008).** Community Benefit Tourism Initiatives—A Conceptual Oxymoron? *Tourism Management*, 29, 1-18.
- (35). **Tosun, C. (2000).** Limits to community participation in the tourism development process in developing countries. *Tourism Management*, 21(6), 613–633.
- (36). **Touda Ecolodge. (s.d.).** Nos actions. Récupéré le [08/06/2025], de <https://www.touda.fr/nos-actions/>
- (37). **Zapata, M. J., Hall, C. M., Lindo, P., & Vanderschaeghe, M. (2011).** Can community-based tourism contribute to development and poverty alleviation? *Current Issues in Tourism*, 14(8), 725–749.